

## AKTUELL

PACIFISME 1915-2015

# La paix est à gauche ?

Raymond Klein

**Faire le point sur le pacifisme de gauche depuis la Première Guerre mondiale jusqu'à aujourd'hui, c'est le sujet d'un colloque à venir. Dans l'espoir d'en tirer des leçons pour demain.**

La conférence de Zimmerwald, il y a cent ans, une conférence socialiste contre la guerre ? Le pacifisme, simplement être pour la paix ? Les choses ne sont pas aussi simples. Quand des leaders de la gauche radicale se sont réunis dans un petit village bernois en septembre 1915, tous étaient dégoûtés par les horreurs de la guerre en cours et par l'incapacité des partis socialistes à l'empêcher un an plus tôt. Ils se mirent d'accord - après de longues discussions - sur un manifeste dénonçant la guerre comme résultat de l'impérialisme et du capitalisme et critiquant modérément les partis socialistes soutenant leurs gouvernements belligérants respectifs. Pour ce qui est des efforts en faveur de la paix, cette conférence fit long feu. On s'en souvient surtout parce qu'il s'y est dégagé une « gauche de Zimmerwald » préfigurant l'Internationale communiste.

C'est apparemment cet aspect de la conférence qui a inspiré Déi Lénk pour l'organisation du colloque international intitulé « 1915-2015, face à la guerre », les 25 et 26 septembre. En effet, un des sujets abordés sera « l'actualité des thèses de Lénine et de Rosa Luxemburg », et l'invitation à la presse est accompagnée d'une photo de Léon Trotsky. Mais le colloque se donne comme objectif plus général de faire le point sur cent ans de positionnements des mouvements de gauche face à la guerre.

Vaste sujet, puisque le pacifisme a changé de visage de nombreuses fois : celui de 1918 n'est plus celui de 1914, tout comme celui de 2003 diffère de celui de 1989. Ainsi, le colloque analysera les raisons de l'échec du pacifisme socialiste à empêcher la Première Guerre mondiale (woxx 1278). En 1917, les plus radicaux des socialistes - qui étaient aussi les plus opposés à la guerre - purent fêter leur revanche sur leurs camarades opportunistes. Revanche tragique, car les projets révolutionnaires échouèrent en Allemagne et conduisirent en Russie à une guerre - civile - sans doute encore plus terrible que celle qui l'avait précédée. Il est vrai que Lénine voyait la guerre comme une sorte de contradiction secondaire (Neben-

widerspruch) par rapport à la lutte des classes et ne considérait pas la paix comme une valeur en soi - une question à aborder lors du colloque.

Le grand schisme des mouvements socialistes est une conséquence directe du choix des dirigeants mainstream de ne pas s'opposer clairement à la guerre. Pourtant, dans les deux décennies qui suivirent la Grande Guerre, communistes et sociaux-démocrates furent plutôt d'accord pour dénoncer dans un même souffle capitalisme et bellicisme, une idée qui fit recette parmi des populations horrifiées par ce qui s'était passé. Mais le « Plus jamais ça » fut mis à mal par la montée du fascisme, et la fin des années 1930 fit apparaître le pacifisme systématique comme un allié objectif du défaitisme face au mal absolu.

## Ne jamais dire plus jamais ça

Après 1945, c'est de défaitisme qu'on accusa les pacifistes occidentaux opposés à la logique de la guerre froide. Or, jusqu'en 1989, le mouvement pacifiste puisa sa force non pas dans des raisonnements éthiques, mais dans la peur de la guerre nucléaire, une peur qui n'a rien d'irrationnel ni de déshonorant. Hélas, même si elle n'a pas entraîné la paix universelle que certains annonçaient (woxx 1300), la fin de la guerre froide a déclenché une crise du pacifisme. Un des symptômes en est la difficulté de mobiliser contre l'Otan ou la militarisation de l'Union européenne - cette dernière faisant l'objet d'une intervention lors du colloque.

Surtout, face à la violence des guerres civiles en Somalie, en ex-Yougoslavie, au Rwanda, le pacifisme systématique hérité de la guerre froide s'est mis à douter de lui-même. Au sein de la gauche, ces situations complexes ont conduit à des déchirures, comme lors de l'intervention occidentale au Kosovo ou face à la montée de l'islamisme djihadiste. Difficile de s'y retrouver entre une social-démocratie et des Verts parfois plus bellicistes que les conservateurs et une frange de la gauche radicale qui, sur base d'un antiaméricanisme archaïque, maintient une position de pacifisme absolu. Lors du colloque, le débat sur l'Ukraine promet donc d'être animé, tout comme la table ronde finale sur les leçons à tirer des échecs passés.

[www.dei-lenk.lu](http://www.dei-lenk.lu)

## SHORT NEWS

## Europaweites Recht auf Armut

(rg) - Wenn es darum geht, die Errungenschaften der Europäischen Union zu benennen, wird an erster Stelle gerne die Freizügigkeit der UnionsbürgerInnen genannt. Die entsprechende Richtlinie aus dem Jahr 2004 regelt die Einreise von EU-BürgerInnen in andere Mitgliedsstaaten wenn der Aufenthalt dort mehr als drei Monate dauert - drunter reicht ein Personalausweis. Für einen längeren Aufenthalt müssen die betroffenen BürgerInnen im Einreiseland erwerbstätig oder aktiv auf Arbeitsuche sein. Nicht-Aktive müssen in diesem Fall über genügend Finanzmittel verfügen und eine Krankenversicherung nachweisen. Im sogenannten Dano-Urteil aus dem Jahr 2014 hatte der EU-Gerichtshof zudem festgehalten, dass für Nicht-Aktive kein grundsätzlicher Anspruch auf die im Gastland geltenden Grundsicherungen gilt. Diese Woche erging ein zusätzliches Urteil, das die soziale Absicherung von MigrantInnen innerhalb der Union noch weiter beschränkt: Wer auf Jobsuche ist, aber noch nie im Gastland gearbeitet hat und somit auch nicht in die Sozialversicherung eingezahlt hat, hat keinen Anspruch auf die für Einheimische geltende Grundversorgung. Gleiches gilt für diejenigen, die bereits gearbeitet haben, aber innerhalb eines Jahres wieder arbeitslos wurden. In solchen Fällen wird zwar die Aufenthaltserlaubnis zwecks Jobsuche um sechs Monate verlängert, mit Anspruch auf Grundversorgung. Doch danach ist Schluss: Aufenthaltsgenehmigung und soziale Versorgung sind futsch. Schlimmer noch: Der EU-Gerichtshof sieht keinen Bedarf für eine Einzelfallprüfung. Damit dürfte eine auf rein administrativen Richtlinien basierende antisoziale Beschlusslawine losbrechen.

## Commission spéciale « taxe » : Juncker s'escrime

(lc) - « Je vous prie de croire en notre volonté d'aller vers plus de justice fiscale » : la phrase d'introduction de Jean-Claude Juncker, qui paraissait enfin ce jeudi matin devant la commission spéciale « taxe » du Parlement européen, annonçait déjà la suite. Après un long exposé sur les intentions de sa Commission en matière fiscale, durant lequel Juncker s'est soudainement mué en héraut d'une harmonisation fiscale qu'il aurait déjà voulu introduire plusieurs fois, il s'est plié aux questions des députés (woxx 1336). Comme on pouvait le prévoir, l'ancien premier ministre et ministre des Finances n'a rien à se reprocher. Le rapport Krecké et les pages manquantes ? Ce n'est pas lui qui a ordonné de les enlever, mais Jeannot Krecké lui-même - pour une raison qu'il n'a pas divulguée. Ses rendez-vous avec la Commerzbank ? Des causeries amicales. Et puis, pour les documents que la Commission refuse de livrer au Parlement, Juncker a préféré laisser son commissaire Pierre Moscovici se brûler les doigts. Donc, en somme : circulez, y a rien à voir !

## Arcelormittal : le démantèlement continue

(lc) - L'annonce cette semaine de l'arrêt de la production à l'horizon 2016 du « saw wire » à Bettembourg a de quoi surprendre. Aucune consultation ne semble avoir eu lieu ni avec les syndicats, ni avec le gouvernement avant que la décision unilatérale ait été rendue publique - ce que les syndicats ont vivement dénoncé. Peut-être que le fait accompli s'explique aussi parce qu'il ne s'agit pas d'un abandon complet du site et du personnel, mais plutôt d'un découpage qui sera repris par trois sociétés. Ainsi, Voestalpine, une firme autrichienne qui avait jadis construit les chars du Troisième Reich, va reprendre l'activité de l'usine à partir de juin l'année prochaine. Le bâtiment et les infrastructures iront au « chaebol » sud-coréen Samhwa, une multinationale du secteur automobile. Et puis le bâtiment administratif sera acquis par une autre firme sud-coréenne, Kiswire, déjà établie au grand-duché depuis 1979 (woxx 1289). Une situation qui flaire le « win-win », donc. Reste à savoir si les employés le verront du même œil. Pour régler leur futur, une tripartite est d'ailleurs prévue.